

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 mai 2006

Original: français

**Lettre datée du 25 mai 2006, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de me référer à la décision adoptée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine lors de sa quarantième réunion, tenue le 6 octobre 2005 à Addis-Abeba. Je me réfère également à la résolution 1633 (2005) du Conseil de sécurité, en date du 21 octobre 2005, par laquelle un groupe de travail international a été créé pour assister le Gouvernement de la Côte d'Ivoire dans la mise en œuvre de son programme et aux fins de consolider et renforcer des mécanismes de suivi existants.

Veuillez trouver ci-joint le texte du communiqué publié par le Groupe de travail international à l'issue de sa septième réunion ministérielle, tenue à Abidjan le 19 mai 2006 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir porter ce communiqué à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. **Annan**



Annexe

[Original : anglais et français]

Communiqué final de la septième réunion ministérielle du Groupe de travail international sur la Côte d'Ivoire

Abidjan, 19 mai 2006

1. La septième réunion ministérielle du Groupe de travail international s'est tenue à Abidjan le 19 mai 2006, sous la coprésidence de M. Rodolphe Adada, Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères et de la francophonie du Congo, et de M. Pierre Schori, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire. Étaient présents des ministres de la France, du Ghana, de la Guinée, de la République sud-africaine, ainsi que le Haut Représentant pour les élections en Côte d'Ivoire, le Secrétaire exécutif de la CEDEAO, et les représentants du Bénin, des États-Unis d'Amérique, du Niger, du Nigéria, du Royaume-Uni, de la Banque mondiale, de l'Union africaine, de l'Union européenne et de l'Organisation internationale de la Francophonie.
2. Le Groupe a examiné le sixième rapport du Groupe de médiation. Il a entendu l'intervention du Premier Ministre sur l'état d'avancement du processus de paix. Il a également entendu successivement le Ministre de la défense, accompagné des chefs d'état-major des Forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire et des Forces armées des Forces nouvelles, le Coordonnateur du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion, le Président de la Commission électorale indépendante et le Haut Représentant pour les élections.
3. Le Groupe salue le démarrage du projet pilote d'audiences foraines dans sept sites, notamment à Abidjan, au sud et au nord du pays, ainsi que des dispositions en cours par les états-majors en vue de faire démarrer le préregroupement des combattants. Le Groupe note également que ce premier pas concret vers la mise en œuvre effective des processus d'identification et de désarmement, démobilisation et réinsertion a été rendu possible grâce aux récentes initiatives du Premier Ministre en concertation avec le chef de l'État.
4. Cependant, le Groupe exprime sa profonde préoccupation face aux retards considérables accusés dans l'exécution de nombre de tâches essentielles prévues dans la feuille de route. À cet égard, le Groupe lance un appel à toutes les parties ivoiriennes pour qu'elles continuent de coopérer étroitement avec le Gouvernement en vue d'assurer que les processus d'identification et de désarmement, démobilisation et réinsertion s'étendent à l'ensemble du territoire immédiatement après l'achèvement du projet pilote d'audiences foraines et de préregroupement des combattants.
5. Ayant à l'esprit l'urgence de créer les conditions indispensables à la tenue des élections au plus tard le 31 octobre 2006, le Groupe souligne la nécessité de prendre des mesures pour accélérer le processus amorcé.
6. À cet égard, les états-majors des Forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire et des Forces armées des Forces nouvelles doivent concrétiser sans délai leur engagement renouvelé à mettre effectivement en œuvre le chronogramme de désarmement, démobilisation et réinsertion signé le 9 juillet 2005, en fixant de nouvelles dates.

7. Le Groupe exhorte le Gouvernement à accélérer le redéploiement de l'administration de l'État en vue de rétablir les services essentiels aux populations locales, garantir la libre circulation des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national et promouvoir la réunification effective du pays.
8. Afin d'accélérer le démarrage du processus électoral, les autorités nationales devraient faciliter, entre autres mesures, l'extension sur le territoire des activités de la Commission électorale indépendante et de la Commission nationale pour la supervision de l'identification.
9. Le Groupe exprime sa vive préoccupation face à la persistance de la culture de l'impunité et à la montée en puissance des appels à la haine et à la violence, ce qui va à l'encontre de l'esprit de dialogue et de coopération préconisé par les principaux dirigeants politiques. À cet égard, le Groupe condamne avec fermeté les actes de violence perpétrés contre les populations, les dirigeants politiques et les forces impartiales, ainsi que le dénigrement systématique dont ont fait l'objet des représentants de la communauté internationale de la part de certains médias et personnalités politiques. Le Groupe exhorte les autorités nationales à prendre les mesures nécessaires pour accélérer les enquêtes en cours, à identifier et à punir les coupables de tels actes.
10. Le Groupe met solennellement en garde tous ceux qui font ou voudraient faire obstacle, de manière directe ou indirecte, à la mise en œuvre de la feuille de route. Il invite le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) à prendre à leur égard les mesures appropriées.
11. Le Groupe encourage le chef de l'État et le Premier Ministre à prendre toutes les mesures nécessaires pour consolider le consensus politique sur la mise en œuvre de la feuille de route.
12. Le Groupe tiendra sa prochaine réunion le 23 juin 2006 en Côte d'Ivoire.